

## Séminaire

### Transition énergétique : quelles perspectives d'emplois et de formation pour bien vivre dans les Alpes ?

Jeudi 23 juin 2016

Au Bourg d'Oisans (38)



## COMPTE-RENDU

en collaboration avec :



AUVERGNE – RhôneAlpes



## Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Mots de bienvenue .....</b>  | <b>3</b>  |
| <b>Transition énergétique : quelles perspectives d'emplois et de formation pour bien vivre dans les Alpes ? - Table ronde .....</b> | <b>4</b>  |
| <b>Marché aux initiatives .....</b>   | <b>8</b>  |
| Emmanuel Jeanjean, chargé de mission énergie et mobilité au PNR du Vercors.....   | 8         |
| Jean Horgues-Debat, directeur de l'Association pour le développement en réseau des territoires et services (ADRETS) .....           | 10        |
| Jérôme d'Assigny, directeur adjoint de l'ADEME Auvergne Rhône-Alpes .....   | 10        |
| Magali Roué, responsable formation à l'Institut national de l'énergie solaire, plateforme formation/évaluation. ....                | 10        |
| Simon Decastiaux, responsable d'exploitation collecte des déchets à la Communauté de communes de l'Oisans.....                      | 12        |
| Thomas Faure, chargé de mission à la Maison de l'emploi et de la formation des Pays Voironnais et Sud Grésivaudan.....              | 13        |
| <b>Débat mouvant .....</b>  | <b>13</b> |
| Question 1 : Est-il pertinent de créer une stratégie macro-régionale pour les Alpes ?.....  | 14        |
| Question 2 : Les régions alpines peuvent-elles être une référence en matière d'énergie ? .....                                      | 14        |
| <b>Territoire de l'Energierégion GOMS (Suisse) .....</b>  | <b>15</b> |
| <b>Présentation du Groupe Ulisse.....</b>   | <b>18</b> |
| Première structure : Ulisse Grenoble Solidarité - Réduction des déchets / Maîtrise de l'énergie ...                                 | 18        |
| Deuxième structure : Ulisse services.....   | 18        |
| Troisième structure : Ulisse intérim - Secteur du BTP.....  | 19        |
| Quatrième structure : Ulisse énergie .....  | 19        |
| <b>Propositions de projets pour la stratégie macro-régionale alpine – Séance de travail .....</b>                                   | <b>20</b> |
| <b>Conclusion .....</b>   | <b>22</b> |

## Mots de bienvenue

**André Salvetti, Maire de Bourg d'Oisans, Vice-Président de la Communauté de communes de l'Oisans**

La Communauté de communes de l'Oisans est un territoire diversifié mais géographiquement homogène. Elle fait partie du Parc national des Ecrins. Elle compte une réserve intégrale, le Lauvitel, où l'évolution naturelle sans intervention est observée. Il y a également un Espace naturel sensible qui est en évolution pour mieux accueillir le public. Toute la plaine est en zone Natura 2000. Nous avons un développement touristique avec un intérêt fort porté sur l'environnement.

**Pierre Balme, Président d'Alliance dans les Alpes France, Maire de Venosc, Vice-Président de la Communauté de communes de l'Oisans**

Le territoire totalise 100 000 lits touristiques.

Une usine d'incinération va fermer l'année prochaine, elle est victime du succès du tri. Il y a une baisse constante du volume des ordures ménagères. Des conteneurs semi-enterrés ont été installés presque partout. Une politique importante sur le compostage est développée. L'usine est dimensionnée pour 19 000 tonnes, or elle n'accueille aujourd'hui que 6 000 tonnes d'ordures ménagères. Les déchets seront désormais amenés à Athanor vers Grenoble où ils seront valorisés dans le réseau de chaleur. Le bilan carbone sera favorable. Les conséquences en termes d'emplois sont actuellement étudiées.

Le territoire connaît une déprise agricole très importante, mais il n'a jamais été une très grande terre d'élevage. Il n'y a pas d'appellation. La valorisation foncière est plus dure que dans d'autres territoires. Il faut qu'on entretienne les paysages. Nous avons le plus petit abattoir d'Europe. La Communauté de communes soutient l'abattoir.

**Alain Boulogne, Président de CIPRA France**

CIPRA France a connu des difficultés financières et a été confrontée au choix de devenir un bureau d'étude. Elle a fait le choix de rester dans l'animation de réseau, qui n'est pas la solution de facilité. C'est vous qui faites le réseau. Les solutions sont en vous, CIPRA France les appuie.

## Transition énergétique : quelles perspectives d'emplois et de formation pour bien vivre dans les Alpes ? - Table ronde

**Intervenants : Christian Perrier, Jérôme d'Assigny, Marion Douarche, Pierre Balme, Alain Boulogne**



**Christian Perrier, délégué AGEFOS-PME Isère**

### **Quelles évolutions relevez-vous en zone de montagne ?**

Il n'y a pas de spécificité en zone de montagne.

Le droit en matière de travail est écrit par l'État. Tout est articulé autour du temps plein et du CDI, qui n'est pas adapté aux saisonniers. C'est vrai aussi bien au niveau de l'emploi que de la formation. Il a donc fallu s'adapter à cette situation avec la création de contrats de professionnalisation de 6 mois.

Raisonner au-delà de la saison a abouti à la création des groupements d'employeurs, sinon on allait perdre des employés. Une des difficultés est « d'industrialiser » la formation. Par exemple, il est difficile de trouver 15 personnes qui veulent à la fois être moniteurs de ski et couvreurs. Il faut être en capacité d'individualiser cela au niveau des formations ce qui n'est pas toujours évident, car pour avoir une offre de formation, il faut qu'il y ait un marché.

Au niveau régional, les différentes spécificités sont mieux prises en compte : handicap, bas niveau de qualification, ainsi que la prise en compte de la spécificité des saisonniers et donc de l'emploi en montagne. Ainsi, les maisons des saisonniers se sont développées.

### **Dans le cadre de la transition énergétique, percevez-vous des potentiels de création d'emplois en zone de montagne notamment ?**

Oui, on le perçoit dans le champ de la construction. Il y a un marché, il faut donc former dans ce secteur. Il s'agit rapidement d'une question économique à savoir qu'est-ce que coûte la rénovation.

Jérôme d'Assigny, Directeur adjoint de l'ADEME Auvergne Rhône-Alpes

### **Fusion des 2 ADEME, Rhône-Alpes et Auvergne**

C'est une fusion institutionnelle, l'ADEME s'y est conformée au 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'ADEME Auvergne-Rhône-Alpes compte 2 sites : un à Lyon et un à Clermont-Ferrand.

### **Présentation de l'ADEME**

L'ADEME est une agence d'Etat sous tutelle de 2 ministères : le Ministère de l'environnement de l'énergie et de la mer et le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'ADEME accompagne les collectivités territoriales, les entreprises, les associations sur 3 types de questions :

1. L'économie circulaire (partir de la vie du produit : de la matière première au déchet. Comment on démantèle, on recycle, on valorise ? Comment on fait des économies d'énergie en entreprise ?)
2. Les énergies renouvelables : accompagnement. Les questions de tarif de rachat ne rentrent pas dans l'accompagnement proposé par l'ADEME
3. Économies d'énergie dans les logements, le tertiaire... On accompagne des acteurs qui ont des objectifs qui vont au-delà de la réglementation.

### **Présentation de ce qu'est la transition énergétique**

Le Conseil régional Rhône-Alpes a eu une réflexion dès 2012 sur la promotion des territoires à énergie positive (TEPos). On a demandé à ces territoires de :

- 1) Faire l'état des lieux de leur facture énergétique. Constat : ça représente d'importantes sommes d'argent. Pour le Pays Voironnais : 500 millions d'euros de facture énergétique, qui se fait au bénéfice d'acteurs d'autres territoires (fossile + nucléaire) → il y a un potentiel d'action !
- 2) De tracer deux trajectoires d'ici 2050 :
  - a. Diviser par deux la consommation énergétique. Pour cela, il y a deux principaux secteurs :
    1. Le bâtiment : s'engager en priorité dans la rénovation du patrimoine bâti : logements, tertiaire public et privé. Des outils ont été développés comme les plateformes locales de rénovation des logements privés. Le territoire de l'ex-Rhône-Alpes en compte une vingtaine.
    2. La mobilité. Il est plus complexe d'agir sur ce secteur. Il y a la technologie qui a un rôle à jouer, mais aussi et surtout beaucoup le comportement, la mise en relation.

- b. Comment couvrir les besoins résiduels par des énergies renouvelables = reprendre la main sur la facture énergétique.

En résumé, la transition énergétique, c'est avoir une vision sur 2 grands chantiers : réduire les consommations et développer les énergies renouvelables. Aujourd'hui dans les départements de l'ex-Rhône-Alpes, 25 TEPOS ont tracé cette trajectoire.

La clé réside dans la mise en synergie des acteurs du territoire. Ce sont eux qui mettent en œuvre la transition énergétique et c'est en se mobilisant ensemble que les choses vont avancer.

**Emplois : on parle de 200 000 emplois verts. Quelle tendance en Auvergne-Rhône-Alpes et plus précisément dans les Alpes ?**

L'ADEME a contribué aux visions énergétiques 2030/2050. Le scénario de transition énergétique prévoit 800 000 emplois supplémentaires en France en 2050. Sur Rhône-Alpes, on est à 80 000 emplois supplémentaires soit 10%. On parle bien ici de créations nouvelles d'emplois ! La transition énergétique crée de l'emploi. Le 1<sup>er</sup> secteur est la rénovation du bâtiment. Il y a également des gisements d'emplois dans les secteurs de la mobilité, de l'économie circulaire (le déchet devient une ressource, cela nécessite des emplois d'animateurs des démarches).

**Marion Douarche, bureau d'étude Ciméo**

**Vision de terrain**

J'ai un bureau d'étude, Ciméo, à côté de Briançon. Dans ces territoires de montagne, soit ce sont des convaincus qui créent leur propre emploi soit ce sont de grosses structures qui ont senti le vent tourner. Aujourd'hui il n'y a pas beaucoup d'emplois liés à la transition énergétique dans nos territoires, mais il y a du potentiel.

Le programme AGIR de la Région PACA propose un accompagnement des territoires avec assistance à maîtrise d'ouvrage. Par ricochet, ça génère ou ça pérennise des emplois locaux.

Concernant les propriétaires de logements secondaires, ils n'ont pas une facture de chauffage assez importante pour se lancer dans des travaux.

A propos des bâtiments publics, il faudrait former les élus à avoir une vision à long terme : évaluer le coût sur 20 ans si on fait des travaux ou si on n'en fait pas.

Sur la question des transports, les réflexions doivent être davantage approfondies. Un SCoT est en cours de finalisation dans les Hautes-Alpes : ces questions ne sont pas suffisamment prises à bras le corps pour que ça développe des emplois locaux.

Une petite entreprise basée à Monétier travaille sur comment consommer localement de l'énergie. Elle a beaucoup plus de marché à l'extérieur qu'en local.

Lien emplois/transition énergétique : il y a beaucoup d'accompagnement à faire au niveau des élus, davantage qu'envers la population (voir dans le film « Demain » l'entreprise qui fabrique des enveloppes).

**Jérôme d'Assigny** : il existe un financement de 3 ans pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des collectivités. Plusieurs territoires en bénéficient : l'arc genevois, la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc, Albertville, l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise. Le réseau de ces territoires permet de parler, d'échanger des idées.

Il faut travailler ensemble différemment. A titre d'exemple, le groupe SAMSE propose un package pour la rénovation dans les stations : la communauté de communes, la mairie, un groupe d'entrepreneurs se rassemblent et proposent quelque chose.

**Alain Boulogne** : Je fais une remarque en tant qu'ancien maire : l' élu pense qu'il sait car il est élu par le peuple. La majorité des élus en montagne ont malheureusement cette vision et il est difficile de parler de « formation des élus ».

**Pierre Balme** : En 15 ans, le métier a énormément changé, il y a davantage de contraintes financières. L' élu sait : non, je ne suis pas d'accord, mais il veut le montrer, il veut couper le ruban. Il faut arrêter de faire 3 stations d'assainissement à côté, une salle polyvalente dans chaque village. Il faut mutualiser.

### **Comment appréhende-t-on ces sujets en Oisans ?**

**Pierre Balme** : Aujourd'hui pour qu'une station vive, il faut des lits chauds, des constructions neuves. La défiscalisation est une fuite en avant. Il faut réfléchir à la manière de faire en sorte que les habitats des années 70-80 correspondent à la clientèle d'aujourd'hui. Ce sont des logements de 25 m<sup>2</sup>, aujourd'hui personne n'en veut sauf les saisonniers. On a procédé à la rénovation de 300 logements pour les saisonniers. Aujourd'hui, la loi ALUR nous pose problème : une commune ne peut plus être « agent immobilier ».

Des logements bien situés ont été achetés il y a 30 ans, mais aujourd'hui leurs propriétaires ne viennent plus. C'est une population qui devient hyper agressive au niveau de la fiscalité. Il faut des obligations de rénovation pour obliger ces gens-là à rénover ou à vendre.

**Jérôme d'Assigny** : tracer une trajectoire c'est s'interroger sur son territoire. La motivation première est la reconquête du bâtiment pour avoir une économie touristique. A Valmorel on a travaillé sur ce sujet. L'ancien maire, Robert Vorger, disait Val Morel 3 sera la reconquête de Val Morel 1 et 2. Il faut redevenir compétitif.

**Emmanuel Jeanjean** : certains territoires travaillent depuis longtemps sur le bois énergie. Le Vercors travaille dessus depuis une vingtaine d'années, avec des retombées économiques sur le territoire. Par ailleurs, on ne parle pas beaucoup de la destruction d'emplois. Il n'y a pas assez de réflexion sur la requalification d'emplois, même si en création nette on est finalement en positif.

**Christian Perrier** : à partir du moment où il y a un besoin, on va créer des formations. Aujourd'hui, si on traite les déchets c'est parce qu'ils ont une valeur. Il y a 25-30 ans il y a eu la création du métier de valoriste dans les déchetteries. En formation continue, on s'adapte, on forme les gens aux métiers nouveaux. On est dans la conséquence. Il faudra inventer un système de formation plus souple.

## Marché aux initiatives

### Intervenants :

- Emmanuel Jeanjean, chargé de mission énergie et mobilité au PNR du Vercors
- Jean Ganzhorn, ingénieur études au cabinet Eco mesures
- Jean Horgues-Debat, directeur de l'Association pour le développement en réseau des territoires et services (ADRETS)
- Jérôme d'Assigny, directeur adjoint de l'ADEME Auvergne Rhône-Alpes
- Laetitia Pras, responsable Relais Services Publics à l'Association culturelle sociale et sportive du Queyras
- Magali Roué, responsable formation à l'Institut national de l'énergie solaire, plateforme formation/évaluation.
- Simon Decastiaux, responsable d'exploitation collecte des déchets à la Communauté de communes de l'Oisans
- Thomas Faure, chargé de mission à la Maison de l'emploi et de la formation des Pays Voironnais et Sud Grésivaudan

### Emmanuel Jeanjean, chargé de mission énergie et mobilité au PNR du Vercors

Le Parc naturel régional du Vercors a été créé en 1970. Il compte 85 communes sur les départements de l'Isère et de la Drôme. Il va de la plaine jusqu'à 2 500 mètres d'altitude. Le ski est pratiqué de 1000 à 2000 mètres d'altitude. C'est un territoire vulnérable par rapport à l'économie touristique. La Charte du Parc a été rédigée il y a 12 ans. Elle est signée par les communes et par la Région.

Ça fait 20-25 ans que le Parc travaille sur les questions d'énergie (bilan énergétique de territoire). Je travaille au Parc du Vercors depuis un an. Il y a une vraie culture de l'énergie au PNR du Vercors. Les

élus du territoire sont sensibles à ces questions et s'en sont emparés. Ce sont les 20-25 ans d'histoire de l'énergie dans le Parc qui ont forgé cette culture commune.

### **Bois-énergie**

Il y a un projet de chaufferie bois avec réseau de chaleur à Villard de Lans. Ça fonctionne bien, le Parc n'a plus beaucoup d'accompagnement à faire, la filière-bois est bien structurée. Le Parc ne mène pas de réalisations, ce sont les communes, les acteurs privés qui mettent en œuvre, le Parc est chef d'orchestre. Le secteur du bois-énergie est générateur d'emplois locaux.

La transition énergétique, c'est beaucoup de jeux d'acteurs, il faut animer le changement, faire évoluer les mentalités. Les postes comme le mien sont essentiels pour maintenir la dynamique dans les territoires.

**Conseil en énergie partagé (CEP)** : sur le suivi des consommations, les choses commencent à se structurer, les conseillers en énergie partagé ont pour mission d'accompagner les communes. Ces postes sont portés par les syndicats départementaux d'énergie. Ces syndicats perçoivent des taxes locales et ont des moyens importants. Une commune qui veut faire appel à un CEP pour évaluer les consommations énergétiques de son patrimoine bâti et étudier les possibilités de réduction de consommation doit se mettre en contact avec le syndicat de son département. La contribution des communes est fonction du nombre d'habitants. Le conseiller réalise un état des lieux des consommations énergétiques, élabore un programme de travail avec les communes. Souvent cette compétence n'est pas présente dans les communes. Faire appel au CEP permet d'externaliser. Le CEP ne doit pas être concurrentiel avec les bureaux d'étude, il fait des préconisations de gestion, de chiffrage. S'il y a besoin d'un audit plus approfondi, il est mené par un bureau d'étude. Dans la Drôme, 50% des communes adhèrent au service de conseil en énergie partagé.

Des études ont montré dans le Queyras que si rien était fait, la facture énergétique allait passer de 20 millions d'euros à 30 millions d'euros. Le fait de faire des travaux permet de stabiliser la facture. C'est difficile à faire comprendre aux élus que la facture reste identique alors que des travaux de rénovation ont été réalisés.

**Centrales villageoises** : le territoire s'organise de manière collective. Ce type de projets marche bien. Un projet de centrale villageoise a été lancé dans le Vercors il y a 5 ans, il permet aux citoyens de s'impliquer. Une SAS ou une SCIC est capitalisée par de l'actionnariat citoyen et de l'actionnariat privé. Aujourd'hui, la loi permet à une commune de s'impliquer à hauteur de 30% de l'actionnariat. Avec le Parc, on travaille sur les aspects paysagers, l'intégration paysagère des centrales villageoises. Un projet de centrale villageoise arrive à lever facilement 100 000 € d'épargne. Dans le Vercors, il y a 5 projets, dont un est installé. Les centrales villageoises sont une manière de monter localement en compétences : certaines structures réfléchissent à créer un emploi dans leur société.

**Jean Horgues-Debat, directeur de l'Association pour le développement en réseau des territoires et services (ADRETS)**

L'ADRETS est une association sur l'accès aux services pour la population des petites communes, les enjeux numériques et la transition sociétale. Imaginons un scénario dans les Baronnies provençales : une femme s'installe dans une commune rurale, trop loin de Pôle Emploi. Elle a un problème de garde d'enfant. Elle doit aller faire une formation loin, les transports en commun ne fonctionnent pas, etc. Elle utilise sa voiture, ce qui lui revient cher et elle doit finalement renoncer et retourner habiter en périphérie d'une grande ville. Prenons la même personne en scénario 2030 : elle va dans la maison de service au public de son village, a accès à une formation à distance puis trouve un groupement d'employeurs inter-associatif, elle peut travailler à mi-temps etc.

Il existe déjà 25 points d'accueil pour la visioconférence dans les Hautes-Alpes.

**Jérôme d'Assigny, directeur adjoint de l'ADEME Auvergne Rhône-Alpes**

La méthanisation est encore une filière jeune qui rencontre des problèmes d'acceptabilité (risques, odeur, épandage...), ce qui nécessite une professionnalisation.

La filière rencontre également deux difficultés : un problème de montée en puissance industrielle de la filière et un problème de taille des installations (mutualiser et installer au bon endroit / enjeu des débouchés aussi bien pour le biogaz que pour le digestat).

L'objectif de l'ADEME et de la filière est d'avoir une démarche de territoire. On voit trop de projets se « balader » sur les territoires. Il faut donc réunir agriculteurs, collectivités, syndicat d'énergie et énergéticiens autour des projets.

Notre stratégie repose sur trois piliers :

- Sensibiliser les entreprises,
- Sensibiliser les habitants pour l'acceptabilité des installations,
- Définir un plan de financement et l'articuler avec les dispositifs financiers.

**Magali Roué, responsable formation à l'Institut national de l'énergie solaire, plateforme formation/évaluation.**

L'INES est divisé en 2 plateformes :

- 1) Recherche et innovation : 450 chercheurs dans le solaire (thermique et photovoltaïque) et le bâtiment
- 2) Formation / Evaluation qui a pour mission de diffuser les enseignements de la recherche aux professionnels

Deux plateaux techniques permettent aux gens de venir se former, de pratiquer le geste :

- Bâtiment (mise en œuvre de l'isolant, étanchéité à l'air...)

- Energies renouvelables

Il y a également une plateforme en ligne depuis 2 ans. Le besoin s'est fait ressentir pour les formations à l'international. Elle permet aux personnes formées d'avoir des prérequis et de limiter les déplacements à la partie pratique de la formation.

Sur le volet évaluation, l'INES fait du suivi d'installations solaires, principalement thermiques.

### **1<sup>er</sup> projet :**

Partenariat avec l'ASDER (Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables) et Néopolis.

Une formation de techniciens BBC sur 9 mois en alternance pour 12 personnes a été ouverte. Les personnes qui accèdent à la formation ont une promesse d'embauche en amont. La formation est financée par le plan CARED (Contrat d'aide et de retour à l'emploi durable) de la Région Rhône-Alpes.

Le bâtiment est un vrai secteur de la saisonnalité en montagne : les carnets de commandes des artisans sont vides sur la période décembre/février.

On travaille avec un CFA pour essayer de monter un programme qui s'adapte à la saisonnalité/pluriactivité.

### **2<sup>ème</sup> projet :**

Une formation « réussir la transition énergétique dans les TEPos » a eu lieu la semaine dernière, à destination des élus et techniciens des territoires TEPos, en partenariat avec les CAUE 73 et 74.

La première demi-journée est un condensé des grands enjeux à connaître, pour les élus qui ne peuvent pas s'impliquer sur les 2 jours de formation. Elle traite de la loi NOTRE, du TEPos Bauges/Annecy/Chambéry...

Le deuxième jour s'adresse principalement aux techniciens des TEPos, mission complexe par les différents enjeux qu'elle englobe. Pour cela, un intervenant par enjeu est présent à la formation : mobilité, urbanisme, électricité, énergétique, rénovation... Des questions comme « Comment récupérer l'argent de l'énergie dans les territoires ? » sont abordées, en traitant notamment des aspects législatifs ou d'exemples comme les centrales villageoises.

La première formation était destinée aux publics de Savoie/Haute-Savoie, mais l'objectif est de répliquer ce format dans d'autres territoires.

Emplois : il y a des gisements dans le bâtiment ainsi que dans la formation des élus et des acteurs des territoires

Energie grise d'un panneau solaire : aujourd'hui il faut 18 mois de fonctionnement du panneau pour rentabiliser l'énergie qu'il a fallu à sa construction.

Fin de vie / Recyclage : le verre et l'électronique se recyclent très facilement. Pour le silicium, c'est beaucoup moins rentable que de le refaire avec du silicium pur donc il est moins recyclé. Aujourd'hui, les panneaux sont fabriqués en sandwich, chaque composant se sépare facilement.

### Simon Decastiaux, responsable d'exploitation collecte des déchets à la Communauté de communes de l'Oisans

7 000 tonnes d'ordures ménagères sont produites sur le territoire par an dont 30% est de la matière organique, principalement composée d'eau : calculez le gâchis...

Depuis 3-4 ans a été mis en place du compostage de quartier dans des bacs communs en bois. Ce travail a été fait en concertation avec les élus. Il s'agit de faire une réduction à la source. C'est un dispositif original (ce n'est pas le même que dans le Briançonnais, à Grenoble ou dans le plateau Matheysin). Il est différent de ceux lancés par l'ADEME où il y a de la concertation avec les habitants pour les motiver et un guide-composteur voire un animateur, ce qui est lourd. Pour notre part, on prend les sites entièrement en régie. Du broyat est apporté, on fait un brassage une fois par semaine. On est en avance. Nous avons deux fois plus de sites que la Métro. C'est de l'emploi local non délocalisable.

La problématique des odeurs est simplifiée comme c'est géré à part des poubelles. Il y a un retour sur investissement entre six mois et un an.

Les sites de compostage sont disposés à côté des containers semi-enterrés, mais plus proches des habitations, pas comme pour les poubelles où il faut aller en voiture. Le maire a insisté pour en installer un devant l'office de tourisme, pour assumer la démarche.

Les bacs sont vidés 3 fois par an. Ils ont une capacité de 1 500 litres. Un site ne marche pas très bien, avec seulement 500 kg/an. A l'inverse, un autre fonctionne très bien avec 3,5 tonnes/an.

Le compost mûr est laissé pour les habitants avec une pancarte « servez-vous ». Le compost est criblé, mis sur une plateforme et remixé avec des déchets verts.

Les employés s'occupant des bacs à compost reçoivent une formation de 15 jours. Ce sont des agents communaux.

La population a très bien adhéré à la mise en place de sites de compostages. Le concept est majoritairement respecté, à part dans 4 ou 5 sites où il y a trop de déchets verts (restes de tonte, etc.). Au Bourg d'Oisans, même les touristes adhèrent (présence d'un site de compostage devant l'office de tourisme). En station à l'Alpe d'Huez, il y en a 10 et 2 aux Deux-Alpes. Le broyat a gelé en hiver, il faut que ce soit sec. Mais comme le bac chauffe à 80 degrés, il n'y a pas de neige dessus en hiver !

Il y a un suivi des sites chaque semaine. 35 sites se trouvent au Bourg d'Oisans, c'est pédagogique, il y a un rapport terrain avec la présence de l'agent. Il n'y a pourtant eu aucune sensibilisation avant l'implantation.

### Thomas Faure, chargé de mission à la Maison de l'emploi et de la formation des Pays Voironnais et Sud Grésivaudan

La Maison de l'emploi et de la formation des Pays Voironnais et Sud Grésivaudan est la première créée en Isère. Elle regroupe les collectivités territoriales, le service public de l'emploi et les représentants des entreprises.

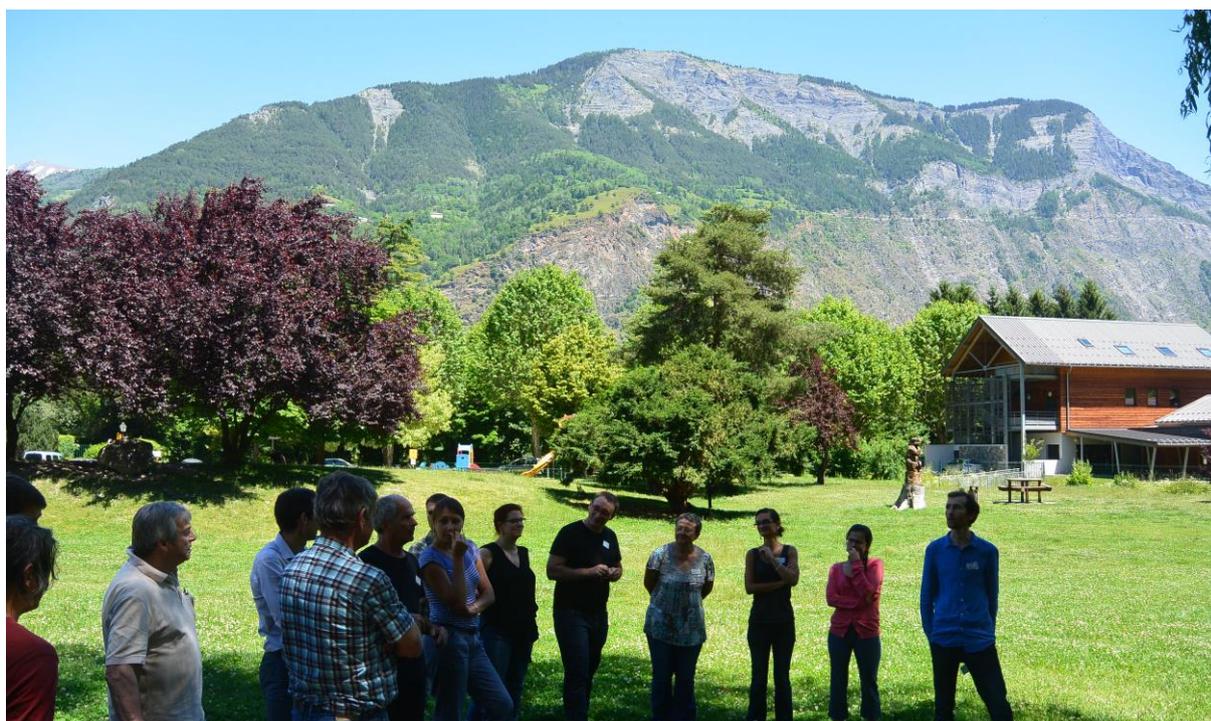
Suite au Grenelle de l'environnement et afin d'anticiper les enjeux de formation et de recrutement dans les secteurs du bâtiment et des énergies renouvelables, la Maison de l'emploi et de la formation des Pays Voironnais et Sud Grésivaudan a été sélectionnée pour participer à un projet national : mise en place d'actions emplois-formations afin de préparer les métiers de la croissance verte.

Très vite, la Maison de l'emploi s'est positionnée sur le secteur du bâtiment afin de soutenir les entreprises notamment pour l'entrée dans la transition énergétique.

Il a été créé une charte locale des entreprises qui permet de se former, de participer à des programmes de formation. L'AGEDEN a dressé une liste d'entreprises, la CAPEB fait le lien avec les particuliers concernés par la rénovation énergétique de leur habitation. Dans le cadre des marchés publics, des clauses d'incitation de montée en compétence ont été introduites.

Enfin, nous participons à de nombreux événements comme par exemple un stand au mondial des métiers.

## Débat mouvant



### Question 1 : Est-il pertinent de créer une stratégie macro-régionale pour les Alpes ?

**Pour** : Nous avons des problématiques communes dans les Alpes.

**Contre** : Dans la pratique, ce genre de dispositifs ne fonctionnent pas.

**Contre** : Il y a des différences de mentalités selon les pays alpins.

**Pour** : Si on veut construire une Europe il faut se mettre autour de la table pour créer des convergences. Il faut sortir de nos dispositifs.

**Contre** : Il est nécessaire d'avancer et de voir ce que font les voisins, c'est l'intérêt d'Alliance dans les Alpes. Flécher un projet implique que les autres projets ne sont pas intéressants. Ce projet n'aura pas la force d'entraîner les autres.

**Pour** : Efficacité des programmes européens. Il faut faire remonter des projets du terrain. Il y a des spécialistes qui rédigent très bien les projets. Il faut montrer les spécificités de la montagne pour faire valoir le besoin de fonds spécifiques.

**Pour** : La CIPRA est un lieu où on peut faire passer quelques idées.

**Contre** : Les projets sont montés par des structures qui ne font que ça. On monte un projet pour monter un projet, car il y a des subventions sur tel ou tel thème. Ce n'est pas la bonne méthode pour procéder.

**Contre** : Ce n'est pas parce que les programmes actuels ne marchent pas qu'en en faisant des encore plus gros ça va marcher. On a besoin d'échanger.

### Question 2 : Les régions alpines peuvent-elles être une référence en matière d'énergie ?

**Contre** : Aujourd'hui, il y a des files de voitures et de camions, ce n'est pas un modèle. On est obligé de prendre sa voiture pour aller aux services. On a de la chance d'avoir l'hydroélectricité dans les Alpes.

**Pour** : La montagne se réchauffe deux fois plus vite que la plaine, donc on a intérêt à être exemplaire.

**Contre** : Il suffit qu'une route soit bloquée pour bloquer plein de personnes.

**Pour** : C'est plus facile d'être vertueux dans les petits territoires. Aujourd'hui on n'est pas vertueux, mais c'est dans nos territoires qu'on peut réussir à motiver.

## Territoire de l'Energierégion GOMS (Suisse)

Patrizia Imhof, Directrice, en visioconférence depuis la Suisse

### Présentation du territoire

Le territoire s'étend sur 13 communes et compte un total de 5000 habitants. En 2008, une analyse de la situation de la consommation énergétique du territoire a été réalisée → 2/3 de l'énergie est importé, et la plupart est non renouvelable. C'est une région de montagne, donc elle est riche en hydroélectricité, bois, éolien sur les cols. L'objectif de devenir *Région énergie* d'ici 2030 a alors été défini. Au début, il a fallu convaincre les différents acteurs : élus entreprises, habitants. Il est nécessaire de développer de plus en plus de projets pour atteindre l'objectif de *Région énergie*.

### Projets

#### Installations solaires

- Identification de toits avec les plus grands potentiels
- Parler avec les propriétaires pour installer des panneaux ou sous-louer leur toit

Service de conseil en énergie aux particuliers.

#### Projets phares

- **Installation de panneaux solaires sur des paravalanches.** C'est un projet exemplaire car il n'existait pas de production d'énergie solaire dans les stations en Suisse. Les panneaux sont fortement inclinés pour ne pas retenir la neige.
- **Chauffage à plaquettes avec du bois local** (auparavant c'était du chauffage à mazout ou électrique). On fait de la communication auprès des habitants. Le prix joue un rôle important sur les installations de chauffage. On a eu de la chance car au début du projet, le prix du mazout était important, ce qui nous a permis de convaincre beaucoup d'habitants. Quelques semaines plus tard le prix a baissé.

#### Mobilité électrique

Depuis 2015 on propose 10 voitures électriques en location. On a cherché des sponsors dans les entreprises locales. La location est proposée à 45 € / jour, ce qui est bon marché. Pour ce projet, nous avons des partenaires locaux : communes, organismes de tourisme, hôtels, campings...

Au mois de juin 2016, on a fait une opération spéciale : location proposée avec une promotion de 50 %. Les gens ont ainsi pu tester les voitures électriques, notamment dans les cols.

Nous avons une autre action de planifiée : « 5 pour 4 » : les gens payent 4 locations et la 5<sup>ème</sup> est offerte. Cette opération vise à montrer que la voiture électrique peut être utilisée au quotidien.

### **Sensibilisation**

C'est impératif que les habitants participent. On offre du conseil en énergie aux habitants, on leur explique ce qu'ils peuvent faire. On utilise une communication diversifiée (newsletter, Facebook, presse, flyer, signature de mail...). On réalise des journées de l'énergie à destination des écoliers. On a également proposé un concours de construction de petites éoliennes pour amener les gens à réfléchir sur les aspects techniques.

### **Valorisation des actions**

2 exemples :

#### 1. Tourisme de l'énergie

La valeur ajoutée est difficile à chiffrer.

Avec nos projets, on a accumulé de l'expérience, on développe de l'excursionnisme professionnel. Nous proposons 4 excursions :

- chauffage bois/énergie
- centrale hydroélectrique et photovoltaïque
- éolien
- construction/assainissement dans l'habitat traditionnel

Nous organisons aussi des workshops avec des publics spécialisés : avec les acteurs des autres Régions-énergie.

#### 2. De l'association au secrétariat

C'était devenu difficile de gérer tous les projets, un secrétariat professionnel a été créé début 2015. Il existe depuis maintenant un an et demi.

### **Questions du public**

- **Pas de problème de neige avec les paravalanches ?**

Nous n'avons pas de problèmes de neige avec les paravalanches car ils sont inclinés. Ce sont des panneaux en très haute altitude pour empêcher le commencement des avalanches. Le rendement est bon en très haute altitude car la température joue un rôle dans la production d'énergie. Les panneaux produisent davantage que s'ils avaient été installés 500 mètres plus bas.

- **Quelle acceptabilité sociale et quelle taille des éoliennes dans les cols ?**

Nous avons commencé avec une éolienne de 40 mètres. Le parc sera étendu cet été avec trois nouvelles éoliennes. C'est bien accepté car ce n'est pas très proche des villages. Les zones où on peut implanter des éoliennes sont définies par le canton.

- **Lors des installations de panneaux chez des particuliers, y a-t-il une sensibilisation à la maîtrise des consommations ?**

On a commencé par recenser les toits avec de grands potentiels et par sensibiliser les propriétaires de ces toitures. Maintenant on sensibilise les gens par des newsletters, la homepage, et les gens viennent chez nous pour se renseigner, se sont principalement des gens qui veulent faire quelque chose chez eux.

- **Quelle est la répartition des points de recharge de véhicules électriques ? Y en a-t-il suffisamment ?**

C'est un des plus grands problèmes avec la mobilité électrique. Nous avons des bornes dans toute la vallée et les véhicules sont équipés de cartes avec l'implantation des bornes.

## Présentation du Groupe Ulisse

**Jean-Jérôme Calvier, Directeur général adjoint du Groupe Ulisse**

Ulisse est un groupe d'économie solidaire basée à Grenoble avec pour terrain d'action l'Isère. C'est une association qui regroupe 4 structures d'insertion par l'activité économique. Elle propose des emplois à des personnes éloignées de l'emploi. Ulisse peut répondre aux clauses d'insertion présentes dans les marchés publics.

### Première structure : Ulisse Grenoble Solidarité - Réduction des déchets / Maîtrise de l'énergie

**1<sup>ère</sup> activité : la ressourcerie.** Elle compte 27 salariés en insertion et 5 encadrants et sensibilise des habitants au réemploi. Des employés sont présents dans différentes déchetteries de l'agglomération grenobloise pour sensibiliser. L'année dernière cette sensibilisation a permis d'éviter l'incinération de 50 tonnes d'objets.

#### **2<sup>ème</sup> activité : chantier d'insertion dans le second œuvre bâtiment**

Cette activité, qui emploie un encadrant technique et six salariés en insertion, réalise l'isolation chez des ménages en situation de précarité énergétique.

#### **3<sup>ème</sup> activité : sous-traitance industrielle** (basée dans le bâtiment Cémoi à Grenoble)

On a un marché avec le département de l'Isère pour collecter et laver les éco-cups qu'ils mettent à disposition lors des événements.

### Deuxième structure : Ulisse services

**1<sup>ère</sup> activité : services aux particuliers,** à domicile (ménage, repassage...). On développe du ménage écologique depuis 2 ans. Les salariés sont force de proposition chez le particulier.

**2<sup>ème</sup> activité : services aux collectivités :** on pallie aux absentéismes des agents de collectivité (rippers, chauffeurs...).

### Troisième structure : Ulisse intérim - Secteur du BTP

On délègue des intérimaires. On est intervenu sur la route de Séchilienne, c'était un marché du Département.

### Quatrième structure : Ulisse énergie

Le service Soleni est lié aux usages de l'eau et de l'énergie chez les personnes en situation de précarité énergétique. 85 000 ménages en Isère sont en situation de précarité énergétique. On propose un diagnostic socio-technique : décomposition des factures en discutant avec les habitants. On accompagne les personnes à domicile, en fonction de leurs usages. Un bilan d'une heure et demi est réalisé par un binôme en insertion, binôme formé à la communication, capable de proposer des actions... On n'est pas dans une approche stigmatisant. Avec des conseils assez simples, les gens peuvent maîtriser leur consommation. On réalise la co-installation de matériels économes : réducteurs d'eau, lampes basse consommation... Souvent les gens souhaitent aller plus loin car ils voient un effet immédiat des résultats.

#### Questions du public :

- **Comment est financé le matériel chez les gens ?**

Les entreprises achètent l'image Soleni par ménage.

Indirectement, ces partenaires payent la précarité énergétique (non paiement des loyers...)

- **Réflexion sur l'auto-rénovation ?**

On est en lien avec différents réseaux dont les compagnons bâtisseurs. Il faut parler confort, trésorerie avec les habitants.

- **Quel est le point d'équilibre de l'association ?**

Chaque structure d'Ulisse est financée par ses clients. Ma fonction est de trouver des clients qui achètent les services. Pour Ulisse intérim, c'est de la vente de mise à disposition de personnel. Toutes les structures ne sont pas à l'équilibre mais les différentes structures se compensent entre elles.

En 2015, on avait 375 personnes employées : on a la même organisation qu'une PME mais on est une association. 116 personnes sont sorties en 2015, dont 55 sont sorties de manière dynamique (c'est-à-dire avec un emploi).

## Propositions de projets pour la stratégie macro-régionale alpine – Séance de travail

Huit groupes (deux groupes par action) de travail ont réfléchi aux actions 3, 4, 5 et 9<sup>1</sup> de la Stratégie macro-régionale alpine. Dans un premier temps, les participants disposaient d'un temps individuel de réflexion pour formuler une proposition de projet entrant dans le cadre de l'action en question. La consigne précisait d'avoir à l'esprit une vision de l'ensemble de l'arc alpin. Chaque proposition a été présentée au reste du groupe, qui a alors retenu deux propositions à approfondir. Chacun a apporté ses suggestions pour amender et enrichir les deux propositions de base.



---

<sup>1</sup> Action 3 : Mettre l'éducation et la formation en adéquation avec le marché du travail dans les secteurs stratégiques

Action 4 : Promouvoir l'intermodalité et l'interopérabilité du transport de passagers et de marchandises

Action 5 : Assurer la connexion électronique entre les personnes et faciliter l'accès aux services publics

Action 9 : Faire du territoire de la région alpine un modèle en termes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables

Les propositions élaborées ont ensuite été présentées en séance plénière à l'ensemble des participants, qui ont pu poser des questions et apporter des compléments d'information sur certains points. Il est à noter que ce travail a été réalisé par des français et qu'il était parfois difficile pour eux d'avoir une vision alpine globale, ce qui s'est ressenti dans certaines propositions.

A partir de la matière élaborée lors de cette séance de travail, CIPRA France a retravaillé les propositions en se documentant sur l'existant, sur des éventuels projets similaires déjà menés, sur le contexte des autres pays alpins. CIPRA Suisse et CIPRA Allemagne ont apporté leur concours et leur vision sur les propositions.

Les propositions finales sont disponibles dans la brochure intitulée « 12 propositions de CIPRA France pour la mise en œuvre de la stratégie macro-régionale alpine » parue en septembre 2016 et téléchargeable sur [www.cipra.org](http://www.cipra.org). Ces propositions sont une libre expression de CIPRA France. Bien que s'appuyant sur le contenu des ateliers de travail, elles ne sauraient engager la responsabilité des participants.

### Récapitulatif des 12 propositions

- Former les artisans alpins à la construction et à la rénovation performantes par des chantiers-écoles
- Mobilisation des ressources locales pour un développement durable de l'arc alpin
- Expérimenter et instaurer le tiers-financement pour la rénovation des bâtiments dans les Alpes
- Développer des formations interdisciplinaires alliant sciences humaines et techniques pour mettre en œuvre la transition énergétique dans l'arc alpin
- Centraliser l'intégralité des offres de transport de l'arc alpin au sein d'une même plate-forme et/ou les mettre en réseau
- Développer un transport par câble réfléchi pour relier villes, villages et stations de l'arc alpin
- Formation des personnels de santé à la télémédecine dans l'espace alpin
- Créer des postes d'ambassadeur de la mobilité durable dans les lieux stratégiques
- Développer des postes de médiateurs numériques dans les Alpes pour accompagner les citoyens dans les démarches administratives
- Echange d'expériences à travers les Alpes pour favoriser les initiatives locales de production d'énergies renouvelables
- Capitalisation des modes de financement pour le déploiement du numérique dans les régions alpines
- Sensibiliser les scolaires aux métiers stratégiques dans les Alpes

## Conclusion

### Jean-Charles Français, chargé de mission au Commissariat de massif des Alpes

L'actualité de la stratégie macrorégionale c'est le recensement d'actions et de projets par les 9 groupes de travail.

L'intérêt est que CIPRA fasse remonter les idées :

- Via les régions AURA / PACA
- Via le CGET

### Alain Boulogne, Président de CIPRA France

Nous avons eu connaissance d'exemples très intéressants aujourd'hui. J'ai néanmoins une petite frustration : on raisonne très franco-français. On a beaucoup de mal à intégrer la dimension alpine qui est essentielle à l'échelle de la macro-région.

### André Salvetti, maire du Bourg d'Oisans

Je suis très heureux d'être dans une ambiance Alliance dans les Alpes : nous avons les mêmes problèmes : ENSEMBLE nous pouvons trouver les solutions et nous allons plus loin. Ce genre de rencontres permet de voir qu'il y a de l'inspiration à prendre de partout.

